

Quai des Brumes

Mars/Avril 2011



Edito :

Ah ! Les belles couleurs du Quai de Mars ! Du, bleu, du rouge, du blanc... Zut ! Ça fait FN ! On change ! Que le coloriste nous badigeonne ça en noir, en rouge à la rigueur... Stop ! On n'a pas de coloriste, encore moins de maquettiste ! Juste nos petits cerveaux et nos doigts. Heureusement, on en a douze comme tout le monde. Dix ? Si vous travailliez au Sycoscan, c'est douze doigts de main et quatorze de pieds que vous auriez ! Ah Les joies des rayons x !

Revenons aux couleurs, il paraît que ça fait FN ! Maintenant, Marine a aussi volé les couleurs de l'arc-en-ciel, après avoir pris les espoirs ouvriers, les utopies de fonctionnaires blasés ? Non ! Le bleu du ciel nous appartient, le rouge de notre colère aussi et le blanc de la blanche hermine, réécoutez Gilles Servat... Le FN c'est le vol du siècle. Il susurre aux oreilles des ouvriers comme les mélopées des sirènes de l'Odyssée d'Homère. Une douce musique qui ne veut que vous entraîner par le fond... Parti raciste, xénophobe, anti-fonctionnaire, antisyndical etc. les médias le font passer pour un parti comme les autres... le FN est à l'essuyage de fesses ce que peut-être le sopalin. Ça peut servir à se nettoyer le popotin mais ça ne vaud pas le papier-toilette.

Peut-on être adhérent à la CGT et voter FN ? Oui, comme on peut être con comme un manche de bêche et douanier. L'inverse peut aussi être réciproque.

Peut-on être militant à la CGT et militant au FN ? Les faits le prouvent, mais là c'est du domaine de la psychiatrie...

Le FN surfe sur chaque crise pour répandre ses idées nauséabondes. Comme un camion poubelle renversé attire les rats, les militants du FN essaient aujourd'hui de masquer les remugles immondes de leur discours, derrière le sourire candide de Marine et des élans sociaux et de solidarité dont ils n'ont cure. J'ai même des copains qui me disent la trouver jolie la Marine. Je trouve les vaches d'Eugène Boudin bien plus jolies. Si ! Si ! Allez les voir au musée Malraux, vous verrez, elles ont l'air plus intelligentes. Et surtout moins dangereuses...

La vague Marine ? Fraîcheur Marine plutôt, comme la bombe de déo de mes toilettes. Ça essaie de sentir la mer, mais ça ne couvrira jamais les odeurs pestilentielles répandues par son parti.

Se jeter dans les bras du FN, c'est un suicide intellectuel.

Encore plus si on est fonctionnaire. Pourtant nombre de douaniers qui ont voté Sarko en 2007, vont s'empresse de voter « fraîcheur Marine » en 2012. Après avoir déféqués sur nos pompes, pensez-vous qu'ils nettoieraient ? Non ! Les cons ça osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît...

Rédacteur en Chef :
S.Géhan

Rédacteur adjoint. L. Hébert

Webmaster : D.Dona

Dans ce numéro :

Edito	1
INDECOSA	2
UGFF	3
La CGT et l'extrême droite	4
Les Objectifs d'une intervention impérialiste en Lybie	5
Pacte du Service Public : C'est quoi ? (1)	6
Pacte du Service Public : C'est quoi ? (2)	7
Action Sociale en danger	8
Lettre/Pétition Laboratoire de Paris	9
Bulletin d'adhésion	10



Communiqué de presse

Flambée des prix des carburants : Le gouvernement fait « la sourde oreille » face à la détresse des consommateurs !

L'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT tient à exprimer son indignation devant le refus catégorique du gouvernement de prendre des mesures pour aider les ménages en difficulté, qui doivent faire face à une brusque flambée du prix des carburants.

Ce statu quo est inacceptable devant la détresse de millions de gens qui voient leur pouvoir d'achat « dévisser » littéralement. De leur côté, les compagnies pétrolières et les grandes surfaces continuent leur poker menteur sur la réalité de leurs stocks disponibles et surtout sur le coût réel de leurs approvisionnements.

La situation dans les pays du nord de l'Afrique n'explique pas tout. En effet, lorsque le prix du baril est monté à 147 dollars le 11 juillet 2008, les répercussions à la pompe n'ont pas été aussi rapides et brutales. Sans attendre les conclusions de l'observatoire des prix et des marges, il existe de réels soupçons « d'effets d'aubaines » des compagnies pétrolières. Au rythme où vont les choses, le groupe Total qui a dégagé un bénéfice net de 10,3 milliards d'euros l'année dernière va probablement battre son record historique de 13,9 milliards réalisé en 2008. Sachant que l'Etat impose un plan de rigueur sans précédent aux ménages français, la pilule est dure à avaler !

Pour mettre fin à cette situation, INDECOSA-CGT réclame :

- Un gel immédiat du prix des carburants,
- Que le gouvernement impose aux compagnies pétrolières et à la grande distribution une transparence totale sur l'état des réserves disponibles et sur le prix payé au fournisseur au moment de l'achat (il est intolérable de faire payer le consommateur au prix fort pour un carburant acheté il y'a des semaines),
- Le rétablissement de la prime à la cuve pour les ménages les plus modestes.

Montreuil, le 10 mars 2011

Contact : Arnaud Faucon au 01 48 18 87 31



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

Billet d'actualité

Les propagandistes de Bercy ont encore sévi avec un énième rapport dudit "conseil de modernisation des politiques publiques".

Pour eux, les services publics s'améliorent alors même que chacun constate le recul des missions et de la présence du service public.

Le deuxième engagement est la réduction des dépenses publiques, mais dans les faits, les déficits ont augmenté ; l'Etat étant venu au secours des banques et des grandes entreprises privées dans la crise financière. Il faudrait ajouter la poursuite des cadeaux au patronat avec la suppression de la taxe professionnelle.

Le 3è engagement est la "modernisation" de la fonction publique qui signifie, pour eux, la poursuite tous azimut des privatisations et l'abandon des politiques solidaires.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, pour les propagandistes de Bercy, la réforme de la carte judiciaire a amélioré le fonctionnement de la justice à la fois pour les justiciables, les magistrats, et les fonctionnaires. Tout ce monde, une trentaine d'associations et de syndicats, s'en sont tellement aperçus qu'ils appellent à une journée d'action le 29 mars pour un collectif budgétaire d'urgence !

Dans le domaine de la santé, avec les ARS, "les politiques nationales de santé sont désormais adaptées aux situations et besoins de chaque région".

C'est si vrai qu'un grand nombre d'organisation organisent le samedi 2 avril une grande journée d'actions pour le droit à la santé et une reconquête de la sécurité sociale !

A la Culture, dans les crèches, à l'Education nationale, dans la recherche, dans tous les services publics, l'heure est au rassemblement et à l'action pour la reconquête d'un bien commun pour tous sur tout le territoire, le service public !



Identité syndicale ou identité nationale : la CGT et l'extrême droite

A l'heure où la CGT vient de suspendre un responsable de section syndicale, candidat FN aux élections cantonales en Moselle, ainsi que 26 adhérents du syndicat des territoriaux de Nilvange qui le soutenaient, la question se pose de la compatibilité entre l'adhésion à notre organisation syndicale et le parti de Jean-Marie Le Pen.

La CGT ne se déclare-t-elle pas statutairement indépendante de tous partis politiques et ouverte à tous les salariés ?

L'ex cégéto-frontiste déclare ne pas apercevoir d'incompatibilité entre son engagement à la CGT et son adhésion récente au FN, évoquant même des poursuites judiciaires contre le syndicat contre une exclusion jugée injustifiée.

Ce camarade était-il y a peu adhérent au NPA sans que la CGT n'y trouve rien à redire.

L'indépendance cégétiste à l'égard des organisations politiques serait-elle à géométrie variable ?

Et de quel droit des salariés, fussent-ils encartés FN ou UMP, se verraient-ils exclus de notre OS ?

Faut voir... et avant tout reprendre certaines déclarations anciennes et récentes du parti frontiste sur le syndicalisme, les grèves et autres mouvements sociaux. Let's go... Jean-Marie Le Pen (programme du FN, 1993) à propos des organisations syndicales les qualifiant de « *structures parasites jouissant de pouvoirs et de privilèges totalement disproportionnés avec leur audience réelle.* »

Jean-Marie Le Pen (National Hebdo n°594) lors des grèves de 1995 contre le plan Juppé dénonçant « *l'action suicidaire de syndicats irresponsables et sans base populaire* », réclamant « *l'arrêt des grèves (chaque jour de grève est un coup porté à la France)... Il ne faut pas chercher très loin d'où vient l'agitation dans les rues. Elle est le fruit de l'action subversive des réseaux d'extrême-gauche.* » D'où l'apologie d'un syndicalisme authentiquement libre et indépendant des réseaux d'extrême gauche, lequel verra le jour dès novembre 1995 avec la création du

syndicat FN-Police, suivi par FN-Poste, FN-Ratp, Mouvement pour une éducation Nationale etc... Marine Le Pen (site internet FN le 16/10/2007) à propos de la caisse noire du Medef dénonçant « *les pratiques nauséabondes du syndicalisme français.* »

Plus récemment à propos du mouvement pour la défense des retraites : Marine Le Pen (site internet FN le 22/10/2010) « *Ensemble, syndicats et gouvernement jettent la France dans le chaos* »

Jean-Marie Le Pen (message audio sur le site internet FN le 22/10/2010) « *Les jeunes ne sont pas concernés par la réforme des retraites... La grève n'autorise pas les blocages... Elle devrait être sévèrement encadrée dans les services publics... La réforme est incontournable, l'allongement n'est qu'un des éléments... Les OS ne représentent que 5% des salariés en France. Les OS du secteur public ont une capacité de blocage... La grève est toujours une ruine, c'est une culture marxiste entretenue par le PC et la CGT... c'est une méthode désuète de règlement des conflits... une perte pour les entreprises... La théorie des syndicats marxistes est de briser l'économie capitaliste* »

A la question posée de savoir s'il y aurait un bon syndicalisme : « *Les salariés doivent être défendus par des syndicats forts et responsables... La grève doit être l'ultime recours... Les grèves doivent obéir au vote secret et ce vote devrait intervenir ailleurs que dans l'entreprise (mairies...)... la grève ne doit pas dépasser le cadre d'un simple arrêt de travail exercé individuellement... Le syndicalisme est éminemment critiquable dans sa forme actuelle.* »

Marine Le Pen (site internet FN le 22/10/2010) à propos des blocages : « *Le gouvernement doit cesser de jouer avec le feu avec la complicité des syndicats et rétablir immédiatement l'ordre républicain partout.* »

Enfin Bruno Gollnisch (communiqué de presse du 4 novembre 2010 à propos des blocages) : « *La CGT doit être rendue civilement et pénalement responsable de ses agissements. Ses dirigeants doivent en répondre. Nul en France n'est au dessus des lois et surtout pas cette*

organisation directement responsable, entre autre, du déclin des ports de Marseille et du Havre et de bien d'autres entreprises françaises. »

Où l'on prend la pleine mesure de l'indépendance syndicale telle que la conçoit le FN...

* des salariés encadrés par une organisation forte et responsable inspirée par le FN

* des militants disciplinés aux ordres du FN et qui savent bien jusqu'où ne pas aller...

* matraque, amendes et prison pour les fauteurs de chaos.

Dans cette configuration là, il n'est pas inutile de réaffirmer que la double appartenance CGT/FN est non seulement contradictoire mais également antinomique.

Le FN est entré en campagne électorale et abuse d'un discours social en surfant sur les ravages de la crise avec pour seul argument la stigmatisation des boucs-émissaires habituels. Le FN n'a jamais défendu la cause du salariat et s'est toujours adossé à la frange la plus conservatrice du patronat. Parvenu au pouvoir le FN n'aurait de cesse que de museler et réprimer le mouvement syndical sans rien changer à l'ordre économique et financier dominant. Le FN est une organisation d'extrême droite qui entretient la confusion par son discours démagogique.

La vérité est que les dirigeants FN vomissent la CGT car nous représentons tout ce qu'ils aimeraient briser, parce que nos principes et nos valeurs sont à l'opposé des leurs... loin, très, très loin.

Ceux qui comme le « camarade » mosellan croient au mariage de la carpe et du lapin sont soit victime du confusionnisme ambiant et donc totalement égarés... soit acteurs conscients d'une entreprise malveillante visant à nuire à la CGT, et au delà à toutes celles et ceux qui à travers elle défendent les principes fondamentaux de liberté, de dignité humaine et de justice sociale.

Ils n'ont donc plus rien à faire ni plus rien à voir avec nous.

Les objectifs d'une intervention impérialiste en Libye

La résolution 1973 des Nations Unies est, *de facto*, une déclaration de guerre contre le régime de Kadhafi. Dans le langage hypocrite et mensonger des grandes puissances qui contrôlent l'ONU, cette nouvelle intervention militaire serait motivée par des considérations démocratiques et humanitaires. Comme lors des invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, il s'agirait de « protéger des civils », de promouvoir la « démocratie » et ainsi de suite. En réalité, cette résolution de l'ONU – comme *toutes* ses décisions, sans exception – vise à défendre les intérêts économiques et stratégiques des grandes puissances impérialistes.

Comme les révolutions en Tunisie et en Egypte, la révolution libyenne était une catastrophe pour les impérialistes. La vague révolutionnaire qui déferle à travers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient a renversé ou menace de renverser toute une série de régimes dont la stabilité était d'une importance stratégique vitale, pour les impérialistes. Toutes ces dictatures servaient à terroriser les masses du monde arabe, à faciliter l'exploitation des travailleurs qui vivaient sous leur joug et à assurer le pillage des ressources de la région. Sarkozy, Cameron et Obama font mine de découvrir le caractère sanguinaire et dictatorial de Kadhafi. Mais ils ont soutenu son régime jusqu'à la veille de la révolution. Et même lorsque celle-ci a éclaté, ils ont d'abord adopté une attitude extrêmement prudente. La seule et unique chose qui les préoccupait était la préservation de leurs propres intérêts. Cet objectif n'a pas changé. Si les impérialistes ont finalement décidé d'agir contre Kadhafi, c'est précisément pour contrecarrer le mouvement révolutionnaire et protéger leurs investissements, leur propriété, leurs intérêts commerciaux et militaires.

Il est arrivé à maintes reprises, dans l'histoire, que l'action de la classe révolutionnaire profite à une fraction de l'ancienne classe dirigeante qui, une fois au pouvoir, applique une politique tout aussi réactionnaire que l'ancien régime. C'est ce qui menace la révolution libyenne. Celle-ci a commencé sous l'impact et l'inspiration des révolutions tunisienne et égyptienne. Dans ces deux pays, les dictateurs ont été renversés avec une relative facilité. Les masses libyennes se sont mobilisées pour en finir avec Kadhafi. A Benghazi et ailleurs, c'est le soulèvement des travailleurs et des jeunes qui

a permis de rallier une importante section de l'armée et qui a désarmé les contre-révolutionnaires. Dans un premier temps, les masses semblaient invincibles. Des soulèvements victorieux éclataient dans toute une série de villes.

Il semblait que le sort de Kadhafi était scellé. Sous les coups de butoir de la révolution, le régime a commencé à se disloquer. Chefs militaires, anciens ministres et diplomates abandonnaient leurs postes. Les rats quittaient le navire en perdition. Toutes ces « personnalités » jouissaient jusqu'alors de la confiance de Kadhafi. Or ce dernier ne l'accordait pas sans de sérieux gages. Tous ces gens avaient participé à l'implacable sauvagerie qui s'abattait sur tous ceux qui osaient défier le régime. Mais face à l'apparente imminence de son effondrement, ils se sont empressés d'adopter une posture « oppositionnelle », aux côtés de nombreux grands capitalistes libyens. Leur objectif est clair : profiter de la révolution pour prendre la place de Kadhafi. Ce sont précisément ces éléments réactionnaires qui dominent le « Conseil National de Transition ». C'est sur eux que les impérialistes misent, à présent, pour arrêter la révolution et protéger leurs intérêts.

Indiscutablement, le facteur principal qui a mené à l'affaiblissement de l'élan révolutionnaire a été l'apparition, comme « représentants de la révolution », de ces réactionnaires notoires, ainsi que leur connivence avec les grandes puissances. Par le passé, les Libyens ont terriblement souffert de la domination impérialiste. Sous l'occupation italienne, en particulier, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été massacrés. Que doivent penser les masses libyennes qui voient un réactionnaire tel que Berlusconi soutenir l'opposition à Kadhafi ?

La révolution est en danger. Elle risque d'être désarmée et écrasée à la fois par les forces de Kadhafi et par les nouveaux amis « oppositionnels » des impérialistes. Pour que la révolution soit victorieuse, il est absolument impératif que les travailleurs et les jeunes qui la portent soient armés, organisés et mobilisés sous leur propre drapeau et autour d'un programme indépendant pour la défense de leurs propres intérêts, qui ne sont pas les mêmes que ceux des ex-Kadhafistes. Ceux-ci veulent dominer le pays pour leur propre compte et pour celui des

impérialistes.

L'objectif des travailleurs n'est pas de remplacer un oppresseur par un autre, mais d'en finir avec toute oppression. Ils doivent s'organiser autour d'un programme pour l'expropriation et le désarmement de tous les réactionnaires, de tous les complices de Kadhafi. Ils doivent avancer un programme social qui réponde à leurs besoins en matière de salaires, de conditions de travail et de vie. Les travailleurs libyens ne peuvent compter que sur leurs propres forces et celles des travailleurs des autres pays. Ils devraient notamment en appeler aux travailleurs d'Egypte et de Tunisie, pour qu'ils prennent le pouvoir dans leurs pays respectifs. Les gouvernements actuels, en Egypte et en Tunisie, ne représentent pas les intérêts des travailleurs. Leur rôle essentiel est le même que celui des ex-Kadhafistes : protéger les intérêts des impérialistes.

Dans tous les pays en révolution, les travailleurs ont besoin d'une stratégie révolutionnaire internationaliste visant à détruire les fondements de l'exploitation et de l'oppression, par la suppression de la propriété capitaliste de l'industrie et des banques – et par le désarmement de la contre-révolution. A la place des armées dirigées par des généraux réactionnaires, il faut armer les travailleurs et les soldats qui ont rallié leur cause. La propriété publique de l'économie, sous le contrôle des forces révolutionnaires, et l'armement de la révolution contre ses ennemis : telles sont les deux conditions essentielles de l'émancipation des masses.

Les difficultés créées par l'absence d'une organisation et d'un programme indépendants de la classe ouvrière libyenne ont ouvert une brèche dans laquelle les impérialistes veulent s'enfoncer. Si les frappes aériennes que l'ONU vient d'autoriser font chuter Kadhafi, il risque d'être remplacé par un gouvernement qui devrait son existence et sa « stabilité » aux grandes puissances. Tel est le véritable calcul de la résolution 1973. Dans le cas où Kadhafi arriverait à se maintenir au pouvoir à Tripoli, il conserverait le contrôle de toute une partie du pays. Une intervention militaire des impérialistes n'apportera rien de bon aux masses libyennes. Nous ne pouvons en aucun cas la cautionner ou la soutenir.



LE PACTE DU SERVICE PUBLIC, C'EST QUOI ?

En France, en Europe et dans le monde, les crises financières, sociales et écologiques qui se succèdent sont la démonstration des échecs du capitalisme et de la concurrence « *libre et non faussée* » sacralisée que l'on nous impose depuis des décennies.

1. Le service public a pour objectifs la satisfaction des besoins prioritaires des populations, concrétisés par des droits (droits civiques, droits sociaux, droits économiques, droits environnementaux et culturels) et de l'intérêt général, défini démocratiquement par les citoyens et leurs élus, dans une volonté et une recherche de liberté, d'égalité, et de solidarité.

2. Des services publics de l'énergie, de l'eau, des transports, des télécommunications, de la Poste, du logement, du crédit, de l'emploi sont à reconstruire.

Il faut stopper le démantèlement des services publics de la petite enfance, l'Éducation, la Recherche, la justice et la santé et au contraire les développer et les améliorer.

Il faut refonder un service public de l'information et de la culture.

3. Tous les dispositifs de protection sociale doivent relever d'une logique publique dans leur évaluation, leur financement et leur gestion.

4. Pour chaque service public, il convient de regarder quel est le niveau territorial le plus pertinent pour sa mise en œuvre par et pour les populations, notamment pour assurer le lien avec les citoyens, mais aussi pour s'assurer que ce niveau permette une réelle égalité sur tout le territoire et garantisse la mise en œuvre de l'intérêt général et la défense de la planète. Quel que soit le niveau territorial dont ils relèvent, les Services Publics doivent permettre à tous, un plein accès aux services rendus, dans le respect des principes qui sont les leurs : égalité, continuité territoriale, capacité d'évolution dans la qualité du service rendu, solidarité. À ces principes qui fondent l'identité des S.P. il faut ajouter la laïcité, la proximité, la transparence de la gestion et son contrôle par les élu(e)s, les usager(e)s et les personnels.

5. Nous refusons tout dispositif qui fasse perdre à la puissance publique le plein contrôle du service rendu, de sa tarification, des investissements à consentir, ainsi que des conditions de travail et d'emploi des agents et de la place effective pour les usagers dans la définition et l'évaluation du service.

6. Les services publics, les politiques publiques doivent permettre une répartition des richesses qui garantit l'effectivité des droits. Le financement de services publics n'est pas une charge, c'est un investissement qui manifeste une confiance dans l'avenir et assure une redistribution des richesses.

Cela passe notamment par une fiscalité (nationale et locale) juste, cela passe également par la remise en cause d'exonérations de cotisations sociales, et d'aides injustifiées aux entreprises, cela passe par le retour à la maîtrise publique de la politique monétaire et du crédit, etc

7. Il est nécessaire de sortir du « *tout marchand* », mais également de contrer tout État bureaucratique et technocratique coupé des besoins réels et du contrôle des populations. L'État doit être conçu comme un « faisceau de services publics »

8. La caractéristique commune de tous et toutes les salarié-e-s du secteur public (le quart de la population active en France) est que leur situation est définie par la loi et non par le contrat au sens du code du travail. Il en est ainsi parce que les fonctions et activités exercées relèvent de missions de service public, elles mêmes inspirées par l'intérêt général exprimé sur le terrain politique à l'issue d'un débat démocratique. C'est cette spécificité qui caractérise l'agent public. Il doit être l'agent, et le garant de la mise en œuvre d'une égalité réelle, de la continuité, de la qualité. C'est à ce titre que nous nous opposons à toute précarité et demandons que le même niveau de garanties soit reconnu dans le statut général des fonctionnaires (d'état, hospitalière, territoriale)

9. Notre bataille pour le Service Public s'inscrit dans le cadre français, européen et mondial.

Réunis à Orly les 29 et 30 janvier 2011, les associations, syndicats et partis signataires de l'Appel pour des États Généraux du Service Public, les représentants des collectifs locaux :

- Décident de faire connaître partout, dans les lieux de vie (villes, villages, quartiers...) et de travail, et au travers de débats ouverts au plus grand nombre ce « Pacte du Service Public ». De le porter dans la mobilisation populaire pour le Service Public.
- Proposent à tous les réseaux (associatifs, syndicaux, politiques) qui luttent pour une véritable transformation sociale de s'en saisir pour travailler ensemble, au niveau local, national, européen et mondial à une contre-offensive convergente, concertée et durable, afin de défendre et de promouvoir le service public.

Parce que les services publics, c'est l'affaire de tous et en particulier de ceux qui y travaillent, battons-nous pour les défendre !!!



ACTION SOCIALE EN DANGER

Dans le prolongement de la RGPP à Bercy les Ministères économiques et financiers s'appuient sur le passage à CHORUS pour démanteler les délégations départementales de l'Action Sociale, tant au regard de leurs missions que de leurs moyens humains :

- Création de plateformes régionales gérées par un chef support nommé par le Secrétariat Général
- Transfert des missions et tâches des délégations vers cette plateforme (les régies, les conventions de restauration etc....)
- Inscription en ligne pour les colos, plus de regard sur les dossiers de prêts ALPAF etc....

Le secrétariat général met en place un véritable plan social dans les délégations.

Le 1^{er} Mars, les fédérations ont claqué la porte du groupe de travail et ont exigé le retrait du projet.

Ce projet de réorganisation, censé préserver un guichet de proximité et un dialogue social, est inacceptable.

A terme, les délégations, dépouillées de leurs prérogatives, et aussi de leurs assistants, ne gèreront plus que le BIL et les CDAS.

Grâce aux luttes de 1989, les organisations syndicales ont réussi à construire et à imposer un réseau de proximité départemental. Ce réseau a fait la preuve de son efficacité, le réduire, c'est porter atteinte à l'action sociale dans nos ministères, c'est accompagner une logique de réduction de moyens humains et financiers, destructrice de cohésion sociale.

Un réseau restreint, c'est une action sociale dégradée et inefficace.

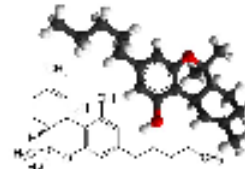
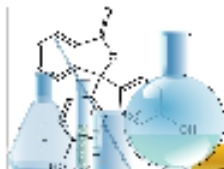
L'action sociale, avec tous les personnels de délégation, a pour mission d'aider, d'accompagner, d'améliorer les conditions de vie, au travail et en dehors du travail, des agents actifs et retraités et de leurs familles.

Pour continuer à être efficace et prompte à réagir aux situations d'urgence (inondations dans le var en 2010 par exemple), elle doit être au plus près des agents.

La proximité des délégations est indispensable

Les délégations, avec tous leurs moyens humains, doivent continuer à gérer au quotidien les aides et prêts sociaux, la restauration, les logements sociaux, les colonies de vacances, sorties locales, arbres de Noël..., la solidarité envers les agents en difficulté, la médecine de prévention, les vaccinations ...

**Pour une action sociale de proximité, à dimension humaine,
Pour un fonctionnement socialement efficace des délégations,
Rejetons le projet des Ministères en signant la pétition**



Nos difficultés seront bientôt ...les vôtres !

Le **laboratoire de Paris** vous apporte des solutions techniques et scientifiques pour mener à bien vos missions et appliquer diverses réglementations.

Que ce soit pour le classement tarifaire, les stupéfiants, les biens à double usage, les métaux précieux, les espèces protégées, les médicaments, la PAC, les produits pétroliers ou encore la TGAP et la TICGN, nous sommes là pour vous aider.

Certes, le délai de réponse n'est pas toujours idéal, mais comment faire autrement avec une diminution de plus du tiers de notre effectif (59 agents en 2007, 38 actuellement) ? Nous recevons 1/5 de la totalité des demandes adressées au SCL (qui compte pourtant 14 laboratoires) et plus de la moitié de toutes les demandes provenant de la Douane.

Sous couvert de « réorganisation », nos responsables préparent la **mise à mort** du laboratoire de Paris par le démantèlement de ses activités et leur traitement sur d'autres sites (produits alimentaires à Massy, produits chimiques à Lyon...). Cette décision doit être entérinée sous peu, pour une application **dès cette année** !

Si leur projet se réalise, à qui allez-vous vous adresser ? Combien d'interlocuteurs différents aurez-vous ? Comment acheminerez-vous les échantillons ? Qui le financera ?

Nous sommes aujourd'hui le seul laboratoire disposant encore de compétences couvrant l'ensemble des chapitres du tarif douanier. Cette configuration est indispensable pour assurer la cohérence des avis qui vous sont rendus et surtout leur pertinence, compte tenu des possibles risques de glissement tarifaire. Qu'en sera-t-il après ?

N'attendez pas d'être confrontés à ces problèmes pour réagir car il sera trop tard.

Nous sommes conscients de vos propres difficultés, mais faut-il pour autant renoncer à nous aider ?

L'avenir dépend de votre choix. Votre voix a de l'importance : faites-la entendre !

Retournez-nous dès que possible l'un des deux bulletins ci-dessous complété, par courrier (SCL Laboratoire de Paris, 1 rue Gabriel Vicaire, 75141 Paris Cedex 03), navette, fax (01 42 77 46 92) ou mail (labodeparis@gmail.com).

Votre abstention nous condamne, alors apportez-nous votre soutien.

Nous comptons sur vous, comme vous savez pouvoir compter sur nous.

Les agents du laboratoire de Paris

     Je soussigné : agent du service : apporte mon soutien au laboratoire de Paris pour maintenir l'ensemble des activités sur ce site et y affecter le personnel nécessaire. Date : Signature :	Je soussigné : agent du service : décide de condamner le laboratoire de Paris — par mon abstention, — pour la raison suivante : Date : Signature :
---	--

LA LIBERTÉ, C'EST DE SE SYNDIQUER !!!

BULLETIN D'ADHESION 2011 :

NOM ;

PRENOM ;

BRANCHE : OP/CO-AG-SURV (Barrer les mentions inutiles)

Année d'entrée dans l'administration ;

Indice ;

Résidence administrative ;

Adresse administrative ;

Adresse personnelle ;

Grade ;

Indice ;

Fait à

Le

Bulletin à adresser à un responsable de la CGT